



COMMISSION  
SUR L'ÉTAT  
D'URGENCE

PUBLIC ORDER  
EMERGENCY  
COMMISSION

# Rapport sommaire: Chronologie de certains événements clés

Préparé par : Avocat(e)s de la Commission

## Sommaire du rapport

Le rapport suivant offre une chronologie de certains événements clés reliés aux circonstances qui ont donné lieu à l'invocation de la *Loi sur les mesures d'urgence* et aux mesures prises en vertu de celle-ci. Ce rapport se veut un outil de référence pour aider à placer dans leur contexte les autres éléments de preuve présentés au cours des audiences publiques. Il n'est pas exhaustif. L'absence de certains événements ne signifie pas que la Commission porte jugement sur leurs pertinences. D'autres événements clés peuvent être identifiés au cours des audiences.

## Note au lecteur

Conformément aux règles 41 à 45 des Règles de pratique et de procédure révisées de la Commission, le rapport sommaire suivant contient un résumé de faits contextuels et de documents relatifs au mandat de la Commission.

Les rapports sommaires permettent d'inclure à la preuve certains faits contextuels, sans que ces faits ou les documents connexes aient à être présentés oralement par un témoin lors des audiences publiques. Le rapport sommaire peut servir à déterminer les questions qui sont pertinentes pour la Commission, à constater des faits et à permettre à la Commission de formuler des recommandations.

Les parties ayant qualité pour agir à la Commission ont eu l'occasion de commenter l'exactitude du présent rapport sommaire. Dans le cadre de l'enquête, les avocats de la Commission et les parties peuvent appeler des personnes à présenter un témoignage qui met en doute l'exactitude du contenu des documents sous-jacents au présent rapport sommaire. Les parties peuvent également présenter des observations concernant l'importance qu'il faut accorder au rapport sommaire et aux documents cités.

## Table des matières

Sommaire du rapport.....	2
Avis au lecteur.....	2
1. Chronologie.....	4



# Rapport sommaire: chronologie de certains événements clés

## 1. Chronologie

Date	Lieu/ Jurisdiction	Évènement
<b>2021</b>		
16 novembre	En ligne	Brigitte Belton publie une video sur TikTok dans laquelle elle se plaint d'une interaction qu'elle a eue avec l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC).
19 novembre	Canada	L'Agence de la santé publique du Canada annonce que de nouvelles mesures frontalières seront imposées au début de 2022. Ces mesures obligeront les camionneurs commerciaux à être vaccinés contre la COVID-19 pour entrer au Canada ou pour éviter les exigences de quarantaine.
5 au 10 décembre	Ottawa	Le convoi « Operation Bearhug » organisé par James Bauder arrive à Ottawa et tente de remettre un « protocole d'entente » au Sénat.
<b>2022</b>		
13 janvier	Canada	Les responsables canadiens confirment que les nouvelles mesures frontalières entreront en vigueur le 15 janvier 2022.
	En ligne	Pat King anime un Livestream sur Facebook où il discute des premiers plans pour un nouveau convoi vers Ottawa. Plusieurs organisateurs du convoi y participent.
	Ontario	Un rapport Project Hendon mentionne pour la première fois un Convoi de la liberté. La Police provinciale de l'Ontario transmet le rapport à d'autres services policiers, dont le Service de police d'Ottawa, dans le cadre de son partage régulier de renseignements.
14 janvier	En ligne	Tamara Lich crée la campagne de financement Freedom Convoy 2022 sur GoFundMe.



15 janvier	Canada	Les nouvelles mesures frontalières concernant les exigences en matière de vaccination entrent en vigueur. Les camionneurs commerciaux canadiens qui entrent au Canada sont désormais tenus de se faire tester avant l'arrivée, se faire tester à l'entrée, et se mettre en quarantaine, à moins qu'ils soient entièrement vaccinés.
18 janvier	En ligne	Chris Garrah crée la campagne de financement Adopt-A-Trucker sur GiveSendGo.
21 janvier	Ontario	Début des téléconférences quotidiennes du Projet Hendon.
	Ottawa	L'inspecteur Lucas entre en fonctions en tant que commandant d'incident du SPO.
22 au 23 janvier	Colombie-Britannique	Les participants au convoi quittent la Colombie-Britannique et commencent à se rendre à Ottawa.
23 janvier	Windsor	Un convoi de camions de transport, de fourgonnettes et d'autres véhicules ralentit la circulation sur le chemin Huron Church.
25 janvier	Ottawa	La Ville d'Ottawa passe au niveau d'intervention « surveillance » en prévision de l'arrivée du convoi.
26 janvier	Ottawa	Le chef de police Sloly donne un breffage au Conseil municipal et à la Commission de services policiers au sujet du convoi.
27 janvier	Nouvelle-Écosse	Les participants au convoi quittent la Nouvelle-Écosse pour se rendre à Ottawa.
	Ottawa	Lors d'une allocution télévisée, le premier ministre Justin Trudeau utilise les expressions « petite minorité marginale » et « opinions inacceptables » pour parler du convoi.
28 janvier	Ottawa	Les participants au convoi commencent à arriver à Ottawa.
	Ottawa	Le SPO active le Centre de commandement de la région de la capitale nationale (CCRCN).
	Ontario	La Solliciteuse générale de l'Ontario, Mme Jones, présente une demande d'aide aux ministres fédéraux Blair et Mendicino afin d'utiliser le stationnement du Manège militaire Cartier comme zone de rassemblement pour la police.



29 janvier	Ottawa	Le groupe de contrôle du Centre des opérations d'urgence d'Ottawa est mobilisé lorsque la ville passe au statut « d'opérations activées ».
		Le Centre Rideau ferme ses portes.
		Les médias décrivent une conduite inappropriée liée à la Statue commémorative de Terry Fox et à la Tombe du Soldat inconnu.
		Les Bergers de l'Espoir signalent le harcèlement de leur personnel et des clients par les manifestants.
	Windsor	Un deuxième ralentissement se produit le long du chemin Huron Church.
	Edmonton	Un convoi d'environ 9000 personnes et 200 véhicules converge sur Edmonton.
	Coutts	Un convoi d'environ 1000 véhicules quitte Lethbridge et se rend au point d'entrée de Coutts (PDE). La circulation est arrêtée dans les deux sens sur la route provinciale 4.
	Canada	La ministre fédérale Anand approuve la demande de l'Ontario pour l'utilisation du stationnement du Manège militaire Cartier.
30 janvier	Ottawa	Les organisateurs de la manifestation tiennent une conférence de presse et répondent aux questions sur la manifestation.
		Le chef de police Sloly discute avec le chef du contentieux White de la possibilité pour la Ville d'obtenir une injonction contre les manifestants. Plus tard le même jour, il en parle au directeur municipal Kanellakos.
	S/O	Chad Eros crée la « Freedom 2022 Human Rights and Freedoms Non-Profit Corporation ».
31 janvier	En ligne	La campagne de financement « Freedom Convoy 2022 » est créée sur GiveSendGo.
1 <sup>er</sup> février	En ligne	GoFundMe initie le transfert de 1 million de dollars canadiens de la campagne de financement « Freedom Convoy 2022 » vers le compte bancaire de Tamara Lich.



2 février	En ligne	GoFundMe annonce qu'il a mis en pause la campagne de financement « Freedom Convoy 2022 » afin d'entamer un examen.
	Ottawa	Les avocats de la Ville et du Service de police d'Ottawa se réunissent pour discuter de la possibilité que la Ville demande une injonction.
		Le chef Sloly déclare lors d'une conférence de presse « qu'il n'y a peut-être pas de solution policière à cette manifestation ».
Coutts	Une voie de circulation est ouverte dans chaque direction au point d'entrée. La GRC prépare une escorte bidirectionnelle entre un poste de contrôle policier et le point d'entrée.	
3 au 7 février	Coutts	La circulation franchit le blocage, bien que lentement et avec de nombreuses interruptions.
3 février	Ottawa	Les organisateurs de la manifestation tiennent une conférence de presse pendant laquelle Tamara Lich déclare que les manifestants demeureront jusqu'à ce que toutes les obligations sanitaires soient retirées.
	Canada	Le comité du Cabinet chargé de la sécurité et des urgences se réunit.
4 février	En ligne	GoFundMe annonce qu'il a mis fin à la campagne de financement « Freedom Convoy 2022 » et qu'il remboursera tous les donateurs. Tamara Lich répond en dirigeant les donateurs vers la campagne GiveSendGo.
	Ottawa	Le chef du contentieux de la Ville écrit à l'avocat général du SPO pour confirmer qu'il comprend que le SPO n'a pas besoin d'une injonction dans le cadre de son plan opérationnel. La Ville demande des renseignements au SPO afin d'appuyer ses démarches au cas où elle demanderait une injonction.
Zexi Li entame un recours collectif contre les organisateurs et les participants de la manifestation au nom des résidents du centre-ville d'Ottawa.		



		Le surintendant Dunlop remplace le surintendant Rheume comme commandant de l'événement pour le SPO.
	Toronto	Des manifestations ont lieu à divers endroits dans la ville, notamment autour de l'Assemblée législative provinciale.
	Winnipeg	Les manifestants commencent à se rassembler autour de l'Assemblée législative provinciale. La participation culmine à environ 1000 personnes.
5 février	Ottawa	Une manifestation de type « ralenti » se produit à l'aéroport internationale d'Ottawa.
	Edmonton	Des manifestations ont lieu qui impliquent plus de 1000 personnes à l'Assemblée législative provinciale, ainsi qu'environ 2500 véhicules dans diverses parties de la ville. À 17h00, la majorité des manifestants se dispersent.
	Calgary	Un rassemblement d'environ 3 000 à 4 000 personnes et de 20 véhicules a lieu à Calgary.
	Regina	Des manifestants convergent autour de l'Assemblée législative.
	Alberta	Le ministre albertain des Affaires municipales, Ric McIver, demande par écrit aux ministres fédéraux Blair et Mendicino d'utiliser les remorqueuses des Forces canadiennes pour expulser les manifestants de Coutts.
6 février	Ottawa	La Ville d'Ottawa déclare un état d'urgence.
		La police d'Ottawa saisit 3 200 litres de carburant dans le stationnement du chemin Coventry.
		Le chef de police Sloly rencontre le maire Watson et la présidente de la Commission de services policiers Deans et les informe que le SPO a besoin de 1 800 agents supplémentaires et de ressources additionnelles.
		Le surintendant Patterson remplace le surintendant Dunlop comme commandant de l'événement pour le SPO.
	Windsor	Une centaine de véhicules se rassemblent au parc Mic Mac pour une autre manifestation de type « ralenti ». Les manifestants informent la police de





		Windsor qu'ils bloqueront le pont Ambassador si les obligations sanitaires reliées à la COVID ne sont pas levées le lendemain.
	Sarnia	Les manifestants bloquent l'accès au pont Bluewater. L'accès au pont est sporadique dans les jours qui suivent.
	Canada	Le comité du Cabinet chargé de la sécurité et des urgences se réunit.
7 février	Ottawa	Le chef Sloly d'Ottawa annonce publiquement que le SPO a besoin de 1 800 agents provenant d'autres corps de police.
		Le maire d'Ottawa et la présidente de la Commission de services policiers d'Ottawa présentent une demande d'aide aux gouvernements de l'Ontario et du Canada, afin d'obtenir 1 800 ressources supplémentaires pour l'application de la loi.
		Un recours collectif obtient une injonction de la Cour supérieure de justice pour interdire le klaxonnement au centre-ville.
	Windsor	Des manifestants bloquent le pont Ambassador à l'aide de véhicules. Les services frontaliers cessent temporairement leurs opérations.
		La Ville active son centre d'opérations d'urgence.
	Regina	La plupart des manifestants quittent l'Assemblée législative.
8 février	Ottawa	Dans une déclaration, Canada Unity retire son protocole d'entente, écrivant que le groupe ne voulait pas « que des interprétations non voulues se poursuivent ».
		Les organisateurs de la manifestation rencontrent le directeur municipal d'Ottawa Steve Kanellakos.
		Une équipe de planification intégrée composée de planificateurs de la PPO et de la GRC arrive à Ottawa pour aider le SPO.
	Windsor	L'équipe de liaison provinciale de la PPO arrive à Windsor.
	Coutts	Les manifestants rétablissent un blocage complet du PDE de Coutts.



	Canada	Le comité du Cabinet chargé de la sécurité et des urgences se réunit.
9 février	Ottawa	Des représentants des manifestants, dont Tom Marazzo, Keith Wilson et Eva Chipiuk, rencontrent des représentants de la police.
	Windsor	L'accès secondaire au pont Ambassador depuis la rue Wyandotte Ouest est entièrement bloqué en fin de journée.
		Le Service de police, avec l'appui de la Ville de Windsor, présente une demande d'aide aux gouvernements de l'Ontario et du Canada, afin d'obtenir des ressources supplémentaires pour l'application de la loi et des camions de remorquage lourds.
	Sarnia	Les manifestations sur l'autoroute qui mène au pont Blue Water produisent des retards, bien que le point d'entrée reste ouvert. Les interruptions continuent pendant les jours suivants.
	Regina	Les manifestations près de l'Assemblée législative de Regina sont en grande partie dissipées.
10 février	Ottawa	Le maire d'Ottawa, M. Watson, est contacté par Dean French, qui propose de faciliter la discussion avec les organisateurs du convoi. M. French est mis en contact avec le chef de cabinet du maire, Serge Arpin.
		Le surintendant Bernier remplace le surintendant Patterson comme commandant de l'événement pour le SPO.
	Windsor	L'Association des fabricants de pièces d'automobile demande une injonction contre le blocage continu du pont Ambassador. La Ville de Windsor demande une ordonnance de la cour pour interdire les violations de plusieurs règlements municipaux.
	Emerson	Environ 50 à 75 véhicules bloquent la route provinciale 75, empêchant la circulation de traverser le point d'entrée d'Emerson. Les véhicules d'urgence sont autorisés à passer.
	Ontario	Le procureur général de l'Ontario obtient une ordonnance en vertu de l'article 490.8 du Code



		<i>criminel</i> pour empêcher l'accès à certains fonds, y compris ceux recueillis sur GiveSendGo.
	Canada	Le premier ministre convoque et préside la première réunion du comité du Cabinet du Groupe d'intervention en cas d'incident afin d'aborder les blocages en cours dans tout le pays.
11 février	Ontario	Le premier ministre de l'Ontario déclare l'état d'urgence.
	Ottawa	La Ville d'Ottawa demande une injonction pour interdire les violations de divers règlements municipaux.
	Windsor	La Cour supérieure de justice de l'Ontario à Windsor émet une injonction contre le blocage continu du pont Ambassador.
	Coutts	La GRC de Coutts demande à l'ASFC de suspendre le service au PDE de Coutts.
	Canada	Le premier ministre Trudeau, s'entretient avec le président Biden. Ils discutent principalement de questions liées aux blocages, en particulier de l'impact économique découlant de l'interférence avec la circulation des biens et des personnes au pont Ambassador et à d'autres points d'entrée.
12 février	Ottawa	Tamara Lich et le maire d'Ottawa Jim Watson s'échangent des lettres concernant le retrait des camions des routes résidentielles.
		Le SPO annonce publiquement la création d'un centre de commandement intégré.
	Fort Erie	Les manifestations ont lieu près du pont Peace Bridge. Le point d'entrée demeure ouvert avec peu de retards rapportés.
	Ontario	Le Cabinet de l'Ontario confirme la déclaration d'urgence faite par le premier ministre.
		L'Ontario adopte le Règlement 71/22 - <i>Infrastructures essentielles et voies publiques</i> dans le cadre de son état d'urgence.
Coutts	L'ASFC annonce que le point d'entrée de Coutts est fermé à tous les voyageurs et au trafic commercial.	



	Edmonton	Un certain nombre de manifestations différentes ont lieu à divers endroits de la ville, impliquant environ 1000 personnes et 700 véhicules. Les manifestations se terminent à 19h00.
	Canada	Le premier ministre préside une réunion du Groupe d'intervention en cas d'incident.
13 février	Ottawa	La clôture entourant le Monument commémoratif de guerre du Canada a été enlevée par les manifestants.
		Des contre-manifestants bloquent un certain nombre de camions du convoi à l'angle de la rue Bank et de la promenade Riverside, empêchant les véhicules d'accéder au centre-ville. Le bras de fer dure presque toute la journée et la police est présente.
		Après que les médias ont rapporté une entente entre les organisateurs du convoi et le maire Jim Watson, un gazouillis envoyé par le compte twitter de Tamara Lich indique qu'aucune entente n'a été conclue.
	Windsor	Les manifestants du pont Ambassador sont expulsés suite à l'intervention de la police. Environ 44 accusations sont portées.
		Un plan de gestion de la circulation est élaboré pour contrôler l'accès au chemin Huron Church et empêcher toute autre activité de protestation.
	Canada	Le gouvernement du Canada convoque une réunion des premiers ministres pour le début de la journée suivante.
Le premier ministre préside une réunion du Groupe d'intervention en cas d'incident. Une réunion du Cabinet au complet a lieu plus tard dans la journée.		
14 février	Ottawa	La Cour supérieure de justice de l'Ontario délivre une injonction demandée par la Ville pour interdire les violations de plusieurs règlements municipaux.
		Un gazouillis est envoyé à partir du compte twitter de Tamara Lich indiquant que l'entente visant à déplacer les camions hors des zones résidentielles sera bel et bien appliquée.



	Windsor	Le pont Ambassador est réouvert à la circulation tôt le matin. La présence policière demeure le long du chemin Huron Church.
		La Ville de Windsor déclare l'état d'urgence.
	Coutts	La GRC saisit des armes sur le site de la manifestation de Coutts et porte des accusations, notamment de complot pour meurtre, contre plusieurs personnes.
		Les manifestants commencent à quitter le secteur.
	Canada	Réunion entre le gouvernement fédéral et l'ensemble des provinces et des territoires concernant l'invocation éventuelle de la <i>Loi sur les mesures d'urgence</i> .
		Le gouvernement fédéral proclame un état d'urgence en vertu de la <i>Loi sur les mesures d'urgence</i> .
15 février	Ottawa	Peter Sloy démissionne de son poste de chef du SPO. Le chef adjoint Bell devient chef intérimaire.
	Windsor	La police de Windsor intercepte un convoi de véhicules que l'on croit se rendre à Windsor.
	Coutts	Le blocage le long de la route provinciale 4 est levé. L'ASFC annonce la réouverture du point d'entrée de Coutts.
	Canada	La gouverneure en conseil établit le <i>Règlement sur les mesures d'urgence</i> et le <i>Décret sur les mesures économiques d'urgence</i> en vertu de la <i>Loi sur les mesures d'urgence</i> .
		La vice-première ministre et ministre des Finances tient une conférence de presse au cours de laquelle elle décrit les mesures économiques prises en vertu de la <i>Loi sur les mesures d'urgence</i> .
16 février	Ottawa	Le Conseil municipal d'Ottawa vote en faveur du renvoi de la présidente de la Commission de services policiers d'Ottawa, Diane Deans. Trois autres membres de la Commission démissionnent.
	Emerson	Le blocage d'Emerson est levé.
	Canada	Le premier ministre préside une réunion du Groupe d'intervention en cas d'incident.



		Une motion visant à confirmer la déclaration d'un état d'urgence est déposée à la Chambre des communes.
17 février	Ottawa	Tamara Lich et Chris Barber sont arrêtés séparément.
		Les demandeurs d'un recours collectif obtiennent une injonction Mareva pour empêcher la négociation des actifs de plusieurs défendeurs, y compris les ressources de sociofinancement et les crypto-monnaies.
	Canada	Le premier ministre préside une réunion du Groupe d'intervention en cas d'incident.
		La Chambre des communes entame le débat sur la motion visant à confirmer la déclaration d'état d'urgence.
18 février	Ottawa	Pat King et Daniel Bulford sont arrêtés séparément.
		Début d'une opération policière visant à évacuer les manifestants au centre-ville d'Ottawa.
	Canada	Le premier ministre préside une réunion du Groupe d'intervention en cas d'incident.
		Les chefs de parti à la Chambre des communes conviennent de ne pas siéger pour poursuivre le débat sur la motion de confirmation de l'état d'urgence en raison des opérations policières en cours sur la rue Wellington.
19 février	Canada	Le premier ministre préside une réunion du Groupe d'intervention en cas d'incident.
19 au 21 février	Canada	La Chambre des communes poursuit le débat sur la motion visant à confirmer la déclaration d'un état d'urgence. La motion est adoptée le 21 février.
20 février	Canada	Le premier ministre préside une réunion du Groupe d'intervention en cas d'incident.
21 février	Ottawa	James Bauder est arrêté.
		Fin de l'opération policière visant à évacuer les manifestants au centre-ville d'Ottawa.
	Canada	Le premier ministre préside une réunion du Groupe d'intervention en cas d'incident.



		Une motion de confirmation de la déclaration d'état d'urgence est déposée au Sénat.
22 février	Canada	Le premier ministre préside une réunion du Groupe d'intervention en cas d'incident.
		Le Sénat commence à examiner la motion de confirmation de la déclaration d'état d'urgence.
23 février	Canada	La proclamation de l'état d'urgence est révoquée.
		La motion visant à confirmer la déclaration d'un état d'urgence est retirée au Sénat.
	Ontario	Fin de l'état d'urgence provincial.
	Winnipeg	La police de Winnipeg remet une lettre aux manifestants à l'Assemblée législative provinciale les avertissant que ceux qui restent après 17 h risquent d'être arrêtés et inculpés, et que leurs véhicules seront saisis. La plupart des manifestants se dispersent.
24 février	Ottawa	Fin de l'état d'urgence municipal.
	Windsor	Fin de l'état d'urgence municipal.
3 mars	Canada	Le Comité mixte spécial sur la déclaration de situation de crise est créé par des motions adoptées par le Sénat et la Chambre des communes.
14 mars	Canada	Le Comité mixte spécial sur la déclaration de situation de crise soumet son premier rapport.
23 mars	Alberta	Le ministre des Affaires municipales McIver écrit au ministre fédéral de la Protection civile Blair pour annuler officiellement la demande d'Alberta pour l'aide fédérale du 5 février 2022.
25 mars	Ontario	Le procureur général de l'Ontario présente une requête en vertu de la <i>Loi sur les recours civils</i> pour la confiscation de certains actifs des organisateurs du Freedom Convoy.
14 avril	Ontario	Le Règlement de l'Ontario 71/22 <i>Infrastructure essentielle et voies publiques</i> est révoqué.
25 avril	Canada	La gouverneure en conseil fait le décret CP 2022-392, établissant la Commission sur l'état d'urgence.